

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/RO/30
22 janvier 1999

(99-0229)

Comité des règles d'origine

QUESTIONS NON RÉSOLUES APPELANT UNE DÉCISION DU COMITÉ DES RÈGLES D'ORIGINE

Structure architecturale globale des règles d'origine harmonisées

Le Comité technique des règles d'origine a présenté au Comité des règles d'origine (CRO) les questions non résolues appelant une décision du CRO au sujet de la structure architecturale globale des règles d'origine harmonisées. Les questions non résolues sont distribuées aux Membres sous couvert du présent document.

Le Comité des règles d'origine est invité à se prononcer au sujet de l'approche qu'il convient d'adopter aux fins de l'articulation des règles d'origine harmonisées.

QUESTION: Quand faut-il appliquer les règles résiduelles: lorsque les règles principales applicables à la marchandise n'ont pas été remplies dans tout pays intervenant dans la production de la marchandise ou lorsque les règles résiduelles applicables à la marchandise n'ont pas été remplies uniquement dans le pays où a eu lieu le dernier processus de production?

Cette question renvoyée découle de trois approches différentes quant à l'application des règles principales conférant l'origine.

Leur différence majeure réside dans le fait que suivant l'option A, on applique les règles principales conférant l'origine tant qu'il n'a pas été déterminé qu'aucun pays n'a rempli la règle applicable. Selon les options B et C, la (les) règle(s) principale(s) conférant l'origine n'est (ne sont) appliquée(s) qu'à la marchandise dont l'origine est à déterminer. Si la règle principale n'est pas remplie dans le pays de production de la marchandise, l'origine de cette marchandise spécifique est à déterminer par la règle résiduelle applicable.

Questions	Option A	Options B et C
Quelle est la procédure appliquée pour déterminer le pays d'origine d'une marchandise qui doit être exportée à partir du pays où elle a été fabriquée?	Appliquer d'abord l'Appendice 1. Si l'origine n'est pas déterminée, la règle principale applicable à la marchandise détermine l'origine.	Appliquer d'abord l'Appendice 1. Si l'origine n'est pas déterminée, la règle principale applicable à la marchandise détermine son origine.

Lorsque la règle principale applicable à la marchandise n'est pas remplie <u>dans le pays d'exportation</u> , comment l'origine de la marchandise doit-elle être déterminée?	La règle principale doit être appliquée dans tout pays précédent. Le pays d'origine est le pays dans lequel la règle principale a été remplie en dernier lieu. Si la production de la marchandise ne satisfait pas à la règle principale, il y a lieu d'appliquer la règle résiduelle en vue de déterminer le pays d'origine de cette marchandise.	Si la fabrication de la marchandise ne satisfait pas à la règle principale, la règle résiduelle est à appliquer pour déterminer le pays d'origine de cette marchandise spécifique.
--	---	--

Remarque 1: Dans l'option A, les marchandises sont définies par rapport aux catégories tarifaires du SH, comme convenu par le CTRO. Dans les options B et C, la marchandise s'entend de toute marchandise soumise à un processus de production dans le pays d'exportation.

Remarque 2: L'option C diffère de l'option B uniquement en ce qui concerne la teneur des règles résiduelles.

Remarque 3: Les auteurs de toutes les propositions n'ont pas communiqué de précisions définitives concernant les règles résiduelles.

Un exemple illustratif est annexé afin de comparer les deux options.

OPTION A: Les règles résiduelles sont à appliquer uniquement lorsque aucune des règles principales conférant l'origine applicables à la marchandise n'est remplie dans aucun des pays participant à la production de la marchandise.

1. L'option A traduit le mandat de l'Accord sur les règles d'origine aux termes duquel l'origine doit être déterminée par application des règles reposant sur la notion de transformation substantielle exprimée, par exemple, par un changement de classification dans le Système harmonisé. Dans l'Accord sur les règles d'origine, le changement de classification est de préférence utilisé comme unique critère pour déterminer si une transformation substantielle a eu lieu. Voir le paragraphe 2 c) iii) de l'article 9 de l'Accord qui stipule ce qui suit: " ... [P]our lesquels l'utilisation **exclusive** de la nomenclature du SH ne permet pas de dire qu'il y a transformation substantielle, le Comité technique ... envisagera et étudiera dans le détail, sur la base du critère de la transformation substantielle, la possibilité d'utiliser, en sus ou exclusivement, d'autres critères ..."

2. Les règles principales ont été établies en fonction de la réponse à la question de savoir si un changement de classement dans le SH ou une opération de fabrication déterminée se traduit ou non par une transformation substantielle de la marchandise. Ces règles reposent de manière explicite sur le classement dans le SH de la marchandise examinée. Pour en limiter l'application, seul le pays où s'effectue la dernière transformation est arbitraire et incompatible avec les dispositions de l'Accord. Aux fins de la détermination de l'origine d'une marchandise, l'on ne peut faire intervenir les règles résiduelles que si la production de cette marchandise ne remplit pas la règle principale applicable dans l'un des pays ayant participé à cette production. Il va de soi que la règle applicable à une marchandise est celle correspondant à son classement dans le Système harmonisé. Les règles résiduelles ne doivent être élaborées et appliquées que dans les cas limités où les règles principales ne permettent pas de déterminer l'origine d'une marchandise en fonction de leur application.

3. Les règles résiduelles ont pour objet de faire en sorte que l'origine soit déterminée dans chaque cas. Elles ne traduisent pas toujours l'existence d'une transformation substantielle de la marchandise proprement dite.
4. L'application des règles principales applicables à la marchandise dans tout pays intervenant dans la production de ladite marchandise répond aux objectifs visés par ces règles. En outre, cette application aura des résultats cohérents en termes d'origine quel que soit l'ordre de fabrication ou le lieu d'expédition finale. Le fait de limiter l'application des règles principales uniquement au pays de fabrication aura souvent des résultats non prévus par l'Accord ou par le CTRO car les règles résiduelles peuvent être fondées sur des critères d'origine différents des critères des règles principales. Par exemple, si une marchandise est expédiée dans un pays tiers dans lequel elle subit une opération de fabrication ne conférant pas l'origine, elle sera soumise à une règle différente de celle appliquée si elle est expédiée directement vers le pays de consommation finale. Cette approche permet de conférer une origine en fonction de modifications des échanges commerciaux non justifiées. Ce résultat aurait un effet de distorsion sur le commerce et serait contraire aux dispositions de l'article 2 c) de l'Accord.
5. L'application de règles principales plutôt que de règles résiduelles conduit à une plus grande certitude et à une plus grande prévisibilité du résultat.
6. La douane et les entreprises seront en mesure d'appliquer les règles principales quel que soit le pays de la chaîne de fabrication dans lequel ces règles sont remplies pour une marchandise, étant donné que lorsqu'elles passent d'un pays à l'autre, les marchandises sont accompagnées de déclarations d'origine ou d'autres indications d'origine élaborées dans le cours normal des échanges.
7. L'application de règles principales, ainsi que le suggère la présente option, favorisera au maximum le recours à des règles d'origine reposant sur le changement de classification. Cette méthode rend plus aisée la détermination de l'origine étant donné que les entreprises ainsi que la douane doivent avoir déjà précisé le classement de la marchandise dans le Système harmonisé à des fins tarifaires et autres. Le recours à la classification des marchandises constitue un moyen facile et utile d'articuler les règles d'origine.
8. Les règles résiduelles, dont beaucoup peuvent reposer sur des normes de valeur, sont dans de nombreux cas d'application plus difficile. Le recours à des normes de valeur nécessite de disposer de renseignements communiqués par des producteurs étrangers, renseignements qui risquent d'être difficiles ou longs à obtenir. Déterminer le coût des composants originaires lorsqu'il n'existe pas de valeur transactionnelle connue (c'est-à-dire lorsque la matière est obtenue sur un marché captif) dépend des systèmes comptables de référence, lesquels peuvent être différents d'une société à l'autre. En outre, les normes de valeur sont influencées par les fluctuations des monnaies et autres variables. Le recours à ces normes ont pour inconvénient d'être peu prévisibles quant à leur résultat.
9. Les règles résiduelles ne sont à appliquer que lorsque aucun pays ne remplit les conditions stipulées par les règles principales conférant l'origine applicables à la marchandise.
10. Les règles pertinentes figurant dans l'architecture des règles d'origine harmonisées non préférentielles stipulent ce qui suit:

Règle générale 4:

1. Le pays d'origine d'une marchandise est déterminé conformément aux dispositions du paragraphe 2 de la présente règle générale, appliquées de façon séquentielle.

2. Le pays d'origine d'une marchandise est le pays dans lequel:
 - a) la marchandise est entièrement obtenue, ainsi qu'il est défini à l'Appendice 1;
 - b) la marchandise satisfait à la règle applicable énoncée à l'Appendice 2.

Paragraphe 2 de l'Appendice 2:

2. Le pays d'origine d'une marchandise est à déterminer conformément aux sous-paragraphes ci-après appliqués dans un ordre séquentiel:
 - a) le [dernier] pays dans lequel une "règle principale" conférant l'origine du présent appendice appliqué à la marchandise est remplie [en dernier lieu];
 - b) le [dernier] pays dans lequel une règle résiduelle *indiquée au niveau du chapitre (Sec)* du présent appendice applicable à la marchandise est remplie [en dernier lieu];
 - [c) le [dernier] pays dans lequel l'une des règles indiquées ci-après est remplie [en dernier lieu]:
(RÈGLES RÉSIDUELLES GÉNÉRALES À DÉTERMINER) (EU) (CAN) (JPN) (AUS) (SG) (SEN) (NZ) (HK) (EGY) (ARG) (THA) (COL)

OPTION B: Les règles résiduelles sont à appliquer si aucune des règles principales applicables à la marchandise n'est remplie dans le pays dans lequel s'effectue le dernier processus de production.

11. L'option B traduit les dispositions de l'Accord sur les règles d'origine aux termes desquelles, lorsque plusieurs pays participent à la production d'une marchandise, les règles d'origine doivent permettre de déterminer le pays d'origine de cette marchandise sur la base du critère de la transformation substantielle.

12. Les règles principales sont fondées sur ce critère. Elles sont appliquées à la marchandise en cause dans la mesure où cette transformation est le résultat des opérations de fabrication exécutées dans le pays de production. Leur application doit se limiter à cette marchandise spécifique.

13. Aux termes de l'option B, les règles principales ne doivent être appliquées qu'à la marchandise dont l'origine est à déterminer. Par conséquent, lorsque la dernière transformation effectuée dans le pays de production de cette marchandise n'est pas substantielle, la détermination de l'origine s'effectue en recourant aux règles résiduelles.

14. L'application des règles principales à une marchandise au cours d'une étape de fabrication antérieure, dans les pays situés en amont participant à la production de la marchandise dont l'origine est à déterminer, aura des résultats en termes d'origine qui, en opposition avec le mandat de l'Accord, peuvent ne pas tenir compte du pays dans lequel la dernière transformation substantielle a été effectuée.

15. Les règles d'origine ne doivent pas créer en soi d'obstacles non nécessaires au commerce.

16. La détermination de l'origine d'une marchandise déterminée, par application des règles principales correspondant à cette marchandise aux opérations de fabrication ou de transformation des marchandises intermédiaires dans d'autres pays que le pays de fabrication de la marchandise dont l'origine est à déterminer, forcera les douaniers et les opérateurs commerciaux à disposer de renseignements sur ces opérations qui ne sont pas dévoilés dans le cadre habituel des échanges. La recherche et l'obtention de ces renseignements auprès de fabricants étrangers ou d'administrations étrangères peuvent s'avérer difficiles et longs.

17. Conformément à l'Accord sur les règles d'origine, les règles résiduelles reposent également sur la notion de dernière transformation substantielle. Lorsque la dernière transformation effectuée

n'est pas substantielle, l'origine doit être déterminée sur la base de l'avant-dernière transformation qui est alors considérée comme la **dernière** transformation substantielle. La production des matières incorporées constitue cette avant-dernière transformation. Les règles résiduelles apportent une réponse à la question: "Laquelle (lesquelles) des matières utilisées confère(nt) l'origine à la marchandise en cause?"

18. L'application des règles résiduelles préconisée dans cette option facilitera les travaux de détermination de l'origine menés par la douane et les opérateurs commerciaux puisqu'elle ne fait appel qu'à des renseignements déjà disponibles dans le cadre normal des échanges dans le pays de production de la marchandise en cause (données reprises sur les documents d'importation).

19. Les règles pertinentes figurant dans l'architecture des règles d'origine harmonisées non préférentielles stipulent ce qui suit:

Règle générale 4:

1. Le pays d'origine d'une marchandise est déterminé conformément aux dispositions des paragraphes 2 et 3, appliquées de façon séquentielle.
2. Le pays d'origine d'une marchandise est le pays dans lequel:
 - a) la marchandise est entièrement obtenue, ainsi qu'il est défini à l'Appendice 1; ou
 - b) la marchandise est obtenue, pour autant que celle-ci satisfasse les règles primaires applicables prévues à l'Appendice 2.
3. Lorsque les critères d'origine prévus au paragraphe 2 ci-dessus ne sont pas satisfaits, le pays d'origine est déterminé conformément aux règles résiduelles prévues à l'Appendice 2.
4. Nonobstant les dispositions des paragraphes 2 b) et 3 ci-dessus, les matières non originaires qui ne satisfont pas les règles primaires prévues à l'Appendice 2 ne sont pas prises en compte dans la détermination du pays d'origine à la condition que ces matières n'excèdent pas le seuil fixé à l'Appendice 2. Cette disposition est désignée ci-dessous comme la "règle *de minimis*".

Paragraphe 2 de l'Appendice 2:

2. Le pays d'origine d'une marchandise est à déterminer conformément aux dispositions ci-après appliquées dans un ordre séquentiel:
 - a) le pays d'origine d'une marchandise est le pays dans lequel cette marchandise est obtenue, pour autant que la règle principale applicable établie par le présent appendice soit remplie dans ledit pays;
 - b) si la règle principale n'est pas remplie dans le pays dans lequel la marchandise est obtenue, le pays d'origine est à déterminer conformément aux règles résiduelles générales ci-après, qui sont appliquées sans préjudice des règles résiduelles spécifiques prévues ci-dessous par le présent appendice;
 - i) lorsque la marchandise est obtenue à partir de matières d'un seul pays, l'origine de cette marchandise sera ce pays;
 - ii) lorsque la marchandise est obtenue à partir de matières de plus d'un pays, l'origine de cette marchandise sera le pays de la ou des matière(s) qui confère(nt) à la marchandise son caractère essentiel.

Les règles suivantes s'appliquent afin de déterminer la ou les matière(s) considérée(s) comme conférant à la marchandise son caractère essentiel.

A. La marchandise est un produit agricole (chapitres 1-24 du SH)

(Proposition en cours d'examen)

B. Autres marchandises

1) Le caractère essentiel de la marchandise est conféré par la ou les matière(s) originaire(s) du pays qui a contribué à la majeure partie (en valeur, volume ou poids, tel que défini au niveau du chapitre*) des matières non originaires utilisées. La valeur, le volume ou le poids des matières ayant la même origine sont additionnés.

2) Nonobstant le paragraphe 1 ci-dessus, le caractère essentiel de la marchandise est conféré par les matières originaires utilisées, à la condition que celles-ci représentent au moins 50 pour cent (en valeur, volume ou poids, tel que défini au niveau du chapitre*) de toutes les matières utilisées. (CE) (NOR)

OPTION C: Les règles résiduelles sont applicables lorsque aucune des règles principales applicables à la marchandise n'est remplie dans le pays dans lequel le dernier processus de production s'est effectué.

I. Principes

20. Les règles résiduelles doivent s'appliquer lorsqu'une règle principale applicable à une marchandise n'est pas remplie (voir le document de la Suisse n° 42.697).

21. L'objectif d'une règle principale est de conférer pour origine le pays dans lequel s'effectue la dernière transformation substantielle subie par une marchandise (un stylo).

22. La détermination de l'origine se fait en fonction de la marchandise et non de sa (ses) partie(s). En réalité, on ignore si la (les) partie(s) a (ont) ou non obtenu son (leur) origine en remplissant la règle principale ou la règle résiduelle correspondante. En conséquence, **on ignore où s'est effectuée la dernière transformation substantielle** au sens de l'Appendice 2 à l'annexe III de l'Accord. Les seuls **faits connus** sont **l'origine de la (des) partie(s)**.

23. Un test de la règle résiduelle doit aboutir à un résultat **raisonnable** et **définitif** en termes d'origine. Ce test ne peut donner de résultat raisonnable qu'à la condition d'être effectué sur la marchandise dont l'origine est à déterminer.

24. Le test de la règle résiduelle est un nouveau test de détermination de l'origine d'une marchandise.

* L'unité de mesure applicable sera définie en fonction de la marchandise et mentionnée à l'endroit adéquat dans le chapitre approprié. Exemple: Appendice 2, chapitre XY:

"Notes de chapitre:

xx) Pour l'application des règles résiduelles, l'unité de mesure applicable est le poids des matières utilisées."

25. Aux fins de la détermination de l'origine d'une marchandise, les parties non originaires¹ et les parties originaires² doivent être considérées sur un pied d'égalité. La valeur des parties non originaires et originaires doit inclure les processus de production, les frais généraux et les bénéfices. Toutefois, l'origine ne doit pas être déterminée en fonction de ces parties mais de **la marchandise fabriquée à partir de ces parties**; le fait que l'une de ces parties confère à la marchandise son origine dépendra de **l'importance relative**:

- i) des intrants non originaires (y compris les activités de transformation non originaires) par pays pour chaque partie;
- ii) des intrants originaires, y compris les activités de transformation originaires relatives aux parties et à la marchandise dont l'origine est à déterminer.

26. Compte tenu du fait que les activités de transformation visant à produire les parties non originaires et les parties originaires sont prises en considération, les activités de transformation combinant les divers intrants doivent également être prises en compte. Il ne serait ni raisonnable ni impartial que le pays dans lequel se déroule le dernier processus de production les ignore et **limite la règle résiduelle** à une **comparaison arithmétique** de parties dont l'origine peut très bien résulter de l'application d'une **règle résiduelle**.

27. La règle résiduelle doit donc s'appliquer à une marchandise et **comparer** les parties non originaires et les parties originaires ainsi que les activités de transformation connexes. Aucun jugement fondé sur la valeur ne peut s'appliquer à la dernière transformation substantielle des parties car leur origine peut résulter de l'application d'une règle résiduelle.

II. Application

28. La règle résiduelle s'applique à l'ensemble des chapitres du SH et doit donc être placée dans une règle générale ou dans une règle de l'Appendice 2. Elle doit être simple et claire.

29. La règle résiduelle permet de déterminer directement et de manière exclusive l'origine définitive d'une marchandise.

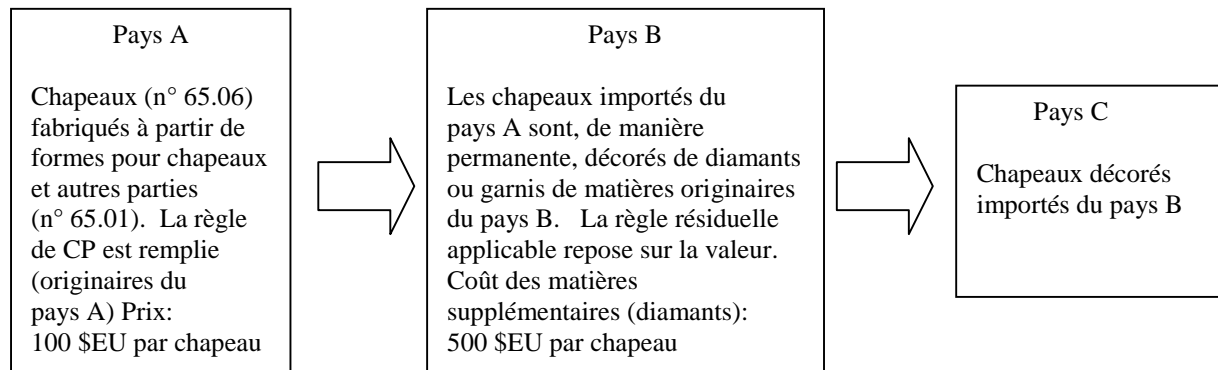
III. Règle

30. Lorsque la (les) règle(s) principale(s) – sous réserve de la règle "*de minimis*" – n'est (ne sont) pas remplie(s), le pays d'origine est à déterminer en fonction du pays ayant contribué dans la plus large mesure à la production de la marchandise en termes de valeur totale des parties et des activités de transformation connexes.

¹ Parties non produites dans le pays où s'effectue le dernier processus de production de la marchandise; l'origine des parties est à déterminer soit par une règle principale, soit par une règle résiduelle.

² Parties produites dans le pays où s'effectue le dernier processus de production de la marchandise; l'origine des parties est à déterminer soit par une règle principale, soit par une règle résiduelle.

EXEMPLE ILLUSTRATIF
(Opération entreprise par des fabricants dans le pays B)



Lorsque des chapeaux décorés sont importés du pays B dans le pays C:

Option A:

Étape 1: La règle principale relative aux chapeaux (n° 65.06) est celle du CP.
Dans le pays B, le fait de décorer les chapeaux n'en modifie pas la classification. L'origine n'est pas conférée dans le pays B.
Étape 2: La règle principale est appliquée dans le pays A et vise à déterminer si un CP a eu lieu dans ce pays. La réponse est oui.
Étape 3: L'origine est déterminée comme étant le pays A aux termes de la règle principale.

Options B et C:

Étape 1: La règle principale applicable aux chapeaux (n° 65.06) est celle du CP.
Dans le pays B, le fait de décorer les chapeaux n'en modifie pas la classification. L'origine n'est pas conférée dans le pays B par la règle principale.
Étape 2: Dans ces conditions, la règle résiduelle doit être appliquée. Les chapeaux importés coûtent 100 dollars EU, alors que les diamants en coûtent 500.
Étape 3: L'origine est déterminée comme étant le pays B aux termes de la règle résiduelle.
